

cité par l'ancien ministre au sujet des recettes, mais qu'il modifierait les chiffres relatifs aux dépenses. Il a prétendu que certaines augmentations à ce chapitre étaient dues, en partie, à l'évolution de l'économie et en partie aux nouveaux programmes adoptés par le gouvernement.

En exposant les modifications au chapitre des dépenses, il a, tout d'abord, signalé qu'il économisait 164 millions de dollars par rapport aux prévisions de M. Harris. Cette affirmation m'a toujours fait sourire. Le ministre a déclaré qu'il obtiendrait ainsi un excédent de 106 millions de dollars. Mais il a fini par obtenir un déficit de 38.6 millions de dollars en trois mois. Le ministre s'est trompé de 145 millions de dollars pour les trois mois auxquels devait s'appliquer le petit budget. Il m'est donc difficile de croire au chiffre de 286 millions de dollars prévu par le ministre. Il dépensera probablement plus que le chiffre prévu, et la situation empirera probablement. J'ai déjà décrit ce qu'on pourrait appeler le prologue de toutes les étranges manœuvres financières que nous avons observées de la part du gouvernement actuel.

J'ai lu ces derniers temps, dans les journaux, bien des choses sur le récent «petit budget». Le premier ministre de la Colombie-Britannique a déclaré qu'il donnerait sa démission s'il n'arrivait pas à faire de meilleurs pronostics que le ministre des Finances. Quant à M. Frost, premier ministre de l'Ontario, il a dit qu'il faudrait retrancher certains programmes de travaux publics dans sa province, par suite de l'imposition des placements américains au Canada, à moins d'un accroissement des fonds disponibles au pays même.

Toute disposition facilitant aux Canadiens la mise en valeur de leur propre pays a mon approbation. Le ralentissement du flot de capitaux étrangers vers le Canada va déprécier le dollar canadien, ce qui ne peut que favoriser nos exportateurs, mais le coût de la vie va augmenter, puisque nous devons payer plus cher, en dollars canadiens, pour nos importations.

Notre économie y gagnerait, à mon avis, si on empêchait les taux d'intérêt de monter. Nul doute que tout ce qu'a fait le présent gouvernement a contribué à relever les taux d'intérêt. J'avoue que ce n'est pas la seule raison du marasme de notre économie, mais c'en est peut-être la principale raison de fond. Parce que nous nous élevons contre les taux d'intérêt élevés, parce que nous protestons contre leur résultat, on nous accuse d'être des prophètes de malheur. On nous accusera d'être des prophètes de malheur parce que nous disons que le présent budget n'a rien pour les petites gens, parce que nous disons qu'il ne s'attaque pas au problème

primordial du chômage. Je pense certes qu'on devrait faire quelque chose pour stimuler notre économie et aider à vaincre le chômage. Je ne m'étonne pas que le ministre n'ait pas fait quelque chose du genre pour aider à résoudre ce problème, particulièrement lorsqu'il nous dit que le chômage n'est pas critique. J'allais citer une chose que j'ai souvent entendue. Le ministre ne l'a pas niée et je suis sûr qu'il a dit que le problème du chômage ne présentait rien d'urgent.

Chaque fois que nous faisons des prédictions justes au sujet des taux d'intérêt, même lorsqu'ils peuvent voir les résultats de ces taux, les ministériels disent que nous sommes des prophètes de malheur. Permettez-moi de donner deux ou trois exemples. A l'époque de l'emprunt de conversion,—nous nous en souvenons tous,—le premier ministre (M. Diefenbaker) et le ministre des Finances ont déclaré par la voie des ondes que tout le monde obtiendrait de l'argent à de meilleurs taux d'intérêt; que le marché des obligations se stabiliserait et que les provinces et les municipalités pourraient emprunter de l'argent à meilleur compte. Nous avons dit tout juste le contraire. Nous avons dit que tout le monde paierait des taux plus élevés et que, pour cette raison, le chômage augmenterait.

Un peu plus tard, le premier ministre a dit que cela créerait des emplois plus nombreux et meilleurs; que cela donnerait à tous un standard de vie plus élevé. Si l'on dit le contraire, c'est jouer au prophète de malheur; si l'on dit la vérité, c'est encore la même chose. Bien des fois, lorsque les obligations sont tombées jusqu'à environ 20 p. 100 au-dessous de leur valeur nominale, le ministre des Finances a dit que le marché des obligations s'était stabilisé; mais à peine quelques jours plus tard, les obligations continuaient à baisser. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons dit qu'il fallait faire quelque chose pour enrayer cette baisse des obligations et, conséquemment, la hausse des taux d'intérêt; le ministre, à l'époque, nous a accusés d'être des prophètes de malheur.

Me souvenant qu'il n'est arrivé que deux fois qu'un gouvernement conservateur accuse un excédent aussi élevé qu'un million de dollars depuis la Confédération et me rappelant la façon absurde dont le présent gouvernement administrait sa politique fiscale, j'ai prédit en juin 1958, comme en fait foi la page 1587 du *hansard*, que le présent gouvernement n'aurait jamais d'excédent. Je ne vois aucune raison de changer d'avis, bien que le ministre, je l'avoue, ait prédit un excédent de 12 millions de dollars pour cette année. Je n'ai nullement raison de modifier ma prédiction. C'est peut-être prédire un malheur, mais c'est un malheur qui tombera sur les contribuables.